

dégâts ont été plus grands. Au dire des spécialistes, la situation sera encore pire l'an prochain et tout l'Ouest sera aux prises avec un véritable problème si les conditions atmosphériques favorisent le fléau.

Une caisse comme celle que j'ai mentionnée, qui servirait selon les besoins, nous permettrait d'aider les agriculteurs dont les récoltes ont été gravement endommagées par de tels fléaux. Je tiens à remercier les membres du comité permanent de l'agriculture d'avoir appuyé le principe de cette résolution. Bon nombre d'entre eux étaient des députés libéraux et plusieurs n'étaient même pas de l'Ouest. Je veux les remercier, mais deux choses m'ont déçu. D'abord, que le parti conservateur se soit opposé au recours à la caisse d'urgence prévue dans la loi sur l'assistance à l'agriculture des Prairies, chose que je croyais impensable, parce que certains de leurs membres proviennent des régions en difficultés de l'Ouest et auraient dû connaître l'utilité de la caisse et, en second lieu, j'ai l'intention de parler carrément vu que j'ai été très ennuyé dans mon rôle de whip—quand le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a déclaré que l'adoption de cette mesure visant à réduire les primes des cultivateurs avait été retardée à cause des conservateurs, il avait parfaitement raison parce que c'est exactement ce qui est arrivé.

Des voix: Bravo!

● (1800)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, on se demande pourquoi je n'ai pas pris la parole quand la troisième lecture du projet de loi a été proposée aujourd'hui. Je n'ai pas cru qu'il fallait le faire. J'ai pensé que le bill était urgent et qu'on l'avait assez retardé pour qu'il soit adopté. Les provinces ont indiqué que leurs lois concordaient avec la nôtre et elles l'ont fait de bonne foi parce que je leur avais dit que la Chambre était remplie de députés raisonnables et sérieux, que la loi serait adoptée, qu'elles pouvaient compter sur son adoption et pouvaient aménager leurs budgets en conséquence.

Permettez-moi de passer les budgets en revue pour vous montrer ce que cela représenterait pour les provinces. Prenons d'abord la Nouvelle-Écosse: le montant n'est pas élevé, \$23,000. Celui de la province de l'Ontario dépasse les 2 millions de dollars, celui de l'Alberta atteint plus de 4 millions. Voilà donc ce que cela représente. Le député d'Annapolis Valley (M. Nowlan) a parlé d'un bill d'importance mineure. J'ai dit, monsieur l'Orateur, qu'il s'agit d'un petit bill, et c'est le cas. Il n'est pas étoffé et ne devrait pas exiger 13 heures de débat. Je me rappelle une autre mesure sur les anciens combattants canadiens adoptée par la Chambre comme si de rien n'était; voilà comment nous aurions dû adopter le bill à l'intention des cultivateurs.

Des voix: Bravo!

M. Whelan: J'étais à la Chambre, alors que les représentants étaient à la tribune en diverses occasions, et j'attendais que cette mesure soit adoptée. Maintes fois, nous avons demandé le consentement de la Chambre et l'adoption de cette mesure n'aurait pas pris cinq minutes si les députés avaient vraiment été sincères dans leurs déclarations sur l'agriculture. Je ne regrette rien de ce que j'ai déclaré aux champignonnistes canadiens, car ils font

Assurance-récolte—Loi

partie de l'industrie agricole. Qui plus est, on ne cueille pas les champignons au sol mais dans les arbres au moyen d'échelles, de chariots-élévateurs, etc. Le député d'Annapolis Valley devrait visiter une champignonnière, car alors, il saurait de quoi il retourne.

Monsieur l'Orateur, j'avais préparé un discours portant sur les recommandations du comité, dont j'ai dit alors qu'elles étaient excellentes, et je crois qu'elles le sont toujours. Je me suis entretenu avec les ministres provinciaux de l'Agriculture et discuté les propositions mêmes qui avaient été formulées par les membres du comité. Je le répète, j'ai dit qu'elles étaient bonnes et je le pensais vraiment.

En fait, au lieu de perdre mon temps, je devrais être à une réunion du comité du Cabinet en train de discuter de trois projets agricoles qui lui ont été soumis. Si les députés veulent se faire du capital politique avec cela, qu'ils sachent bien que je m'en ferai moi aussi toutes les fois que je pourrai. Je dirai aux agriculteurs du Canada que ce bill aurait dû être adopté d'emblée, tout simplement. En tant que ministre de l'Agriculture, je ne vais pas me laisser impressionner par ces bêtises. Je puis mettre sur table la liste de tout ce que j'ai fait pour favoriser l'agriculture et améliorer le sort des agriculteurs.

Des voix: Oh, oh!

M. Whelan: Ce bill d'assurance n'est qu'un pas hésitant dans la direction qu'à mon avis, nous devrions prendre pour aider les agriculteurs du pays. Au cours des réunions que nous aurons avec nos homologues provinciaux et avec les représentants des associations agricoles du Canada, réunions que le premier ministre (M. Trudeau) et moi-même avons annoncées, nous discuterons de maintes choses que les députés sérieux souhaitent pour l'agriculture.

Les propos de certains députés et de certains journalistes au sujet de l'alimentation m'exaspèrent parfois. Je me porte à la défense de l'agriculture chaque fois que j'en ai la chance, et j'essaie d'apporter des faits autant que possible. Je ne viens pas à la Chambre autant que je le devrais, mais ces gens soutiennent que je n'ai aucunement le droit d'aller parler aux gens. J'en ai tous les droits en tant que ministre de l'Agriculture chargé de la responsabilité d'une partie de la production alimentaire au pays. Nous avons dix ministres provinciaux de l'Agriculture qui ont tout autant cette responsabilité.

Il y a des programmes qui varient selon les provinces, alors que certaines sont riches et d'autres moins, à l'intention des producteurs qui se font concurrence sur les mêmes marchés, et tout cela impose une tâche formidable à un ministre de l'Agriculture qui s'efforce de stabiliser l'agriculture au pays? C'est pour cela que nous tiendrons la réunion du 27 septembre. Nous avons travaillé pendant des semaines à formuler un projet qui soit réaliste et qui constituera un programme à l'intention des consommateurs et des producteurs canadiens, programme qui leur permettra de savoir combien leur coûteront les aliments.

Si le ministre chargé de la Commission du blé (M. Lang) ou moi-même avions parlé, le printemps dernier, de ce que nous voulions faire pour les fermiers du pays, les députés d'en face se seraient empressés d'accepter nos propositions. Depuis que je suis fermier, je n'ai jamais avant cette année reçu \$3.25 le boisseau de blé.